

Demande d'étude au cas par cas - Compléments

Rubrique 4.3.2 : Pouvez-vous préciser les périodes des opérations d'entretien ? Pouvez-vous préciser si le projet prévoit de conserver l'ensemble des haies, arbres et talus existants au sein de son périmètre ? Pouvez-vous préciser les périodes des opérations d'entretien ?

- Les périodes d'entretien usuelles pour un boisement sont déjà fournies à titre indicatif dans cette rubrique. Les entretiens sur la végétation adventice (ronces, végétation herbacée) sont menés sur les premières années de la plantation et l'effort d'entretien dépend surtout du recouvrement (ou non) annuel de ladite végétation concurrente aux plants.
Les entretiens consistent classiquement en deux opérations annuelles de broyage manuel ou mécanique sur les lignes de plantations ou ciblés autour des plants, en début de saison de végétation soit la période mars - mai, et avant la période de dormance (hiver) soit septembre - novembre. De plus, un calendrier détaillé des coupes (éclaircies) et travaux sera établi dans le document de gestion durable (CBPS+) agréé dans les 5 années post plantation par le CNPF.
- Comme précisé dans le Cerfa (rubrique 6.5), je vous confirme que l'ensemble des haies, arbres de bordure ou isolés dans les parcelles, talus ou tout élément végétal existant sera conservé, conformément à la méthode « Boisement » du label Bas-Carbone. Il en va de même pour l'étang artificiel présent au sud des parcelles qui restera intact.

Rubrique 4.6 : Merci de préciser le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis.

- En rubrique 4.6 est déjà précisé que le projet est soumis au PLUi de Saint-Berthevin. Sont également renseignés les zonages dans lesquels s'intègre le projet, à savoir :
 - [Zonage linéaire] : Haies et alignements d'arbres à préserver (L151-23 du CU al.1) ;
 - [Zonage surfacique] : N pour zone à caractère naturel et forestier participant aux continuités écologiques ;
 - [Zonage surfacique] AZI - Zone inondable maximale connue 1995 de l'Atlas des zones inondables.

Rubrique 5 : Vous avez répondu non à la question relative à la situation du projet dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation. Il apparaît cependant que votre projet est classé pour partie en zones humides selon les cartes pédologiques du Conseil Départemental de la Mayenne et selon le référentiel national du réseau partenarial des données sur les zones humides. Vous trouverez en extraits ci-dessous :

- les contours définis par les cartes pédologiques du Conseil Départemental de la Mayenne, ainsi que leur traduction simplifiée proposée sur le site de la Préfecture de la Mayenne : les

- secteurs identifiés avec un coefficient (classement d'hydromorphie) 5 ou 6 sont considérés en zones humides, et les secteurs identifiés avec un coefficient 4 constituent des secteurs nécessitant une analyse terrain afin de vérifier l'existence ou non de zones humides ;
- les contours définis par la carte de pré-localisation des zones humides 2023 du référentiel national. Merci de vérifier cette situation, et de préciser les incidences potentielles du projet sur ces zones humides (rubrique 6.1) et la manière dont elles sont prises en compte (rubrique 6.5).

❖ Merci de m'avoir transmis ces éléments et informations à côté desquels j'étais malheureusement passé. Les cartes pédologiques du Conseil Départemental de la Mayenne figurent bien d'un secteur hydromorphe de coefficient 4 pour le sud - ouest du projet et de 5 pour la partie nord de ce dernier (voir carte).

Par extension, la carte de pré-localisation (seuil) des zones humides 2023 du référentiel national relève effectivement d'une zone probablement humide (probabilité assez forte à forte).

❖ Toutefois, les sondages pédologiques réalisés par le CNPF (détails des relevés en annexe) ont mis en évidence un niveau d'hydromorphie allant de 0 à 3 maximum (voir classification plus bas) témoignant d'un engorgement uniquement temporaire et en profondeur (à 40 cm pour la partie la plus hydromorphe).

En l'occurrence, la faible déclivité des parcelles exposées vers le sud implique naturellement un ruissellement des eaux de pluies vers l'étang creusé en aval à cet effet. En gage d'illustration, les sondages ont été réalisés en novembre 2023, à la suite des très importantes précipitations qui ont couvert le département (219 mm cumulés sur octobre et novembre 2023, soit 1/3 des précipitations annuelles de 642 mm) sans que ne soit pour autant observé de trace d'eau affleurante à la surface ou de remontée de nappes, signes d'un engorgement permanent.

	Janv. 2023	fév. 2023	mars 2023	avr. 2023	mai 2023	juin 2023	juil. 2023	août 2023	sept. 2023	oct. 2023	nov. 2023	dec. 2023	Année complète
Cumul Précip.	52,0	1,8	76,6	50,4		28,8	62,0	37,0	47,0	139,2	79,8	67,4	642,0
Max en 24h de précip.	17,0 +1	0,6 +1	8,6 +1	13,6 +1		9,2 +1	17,2 +1	10,6 +1	23,4 +1	38,6 +1	31,8 +1	17,8 +1	38,6 +1
Max en 5j de précip.	26,8	1,0	29,8	28,6		20,8	33,2	21,8	32,4	66,2	33,6	50,6	66,2
Moyenne ≥ 1 de précip. [°]	3,6		5,8	6,0		5,7	8,6	7,0	9,1	13,8	7,1	8,1	7,5

<https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2024/l-huissier/valeurs/000GP.html>

Rubrique 6.1 : Pouvez-vous mieux justifier votre réponse à la question sur la susceptibilité du projet d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante (faune, flore, habitats, continuités écologiques), notamment au regard de la présence de zones humides ?
Merci de caractériser les incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur ces secteurs d'enjeux environnementaux (en phase travaux et en phase d'exploitation).

- ❖ Une étude de terrain comprenant une vérification du cortège floristique et une identification des habitats spécifiques (dont les zones humides) a été réalisée en routine par le CNPF lors de sa visite - diagnostic stationnel. En l'occurrence, l'emprise délimitée de ce projet de boisement n'a pas été considérée comme un habitat s'apparentant à une zone humide par le technicien du CNPF ayant réalisé le diagnostic.
- ❖ Dans tous les cas, une zone tampon de 10 m de large sera intégrée à l'emprise du projet, en bordure de l'étang.

- Partant du principe que nous ne sommes donc pas en zone humide, il s'agit d'un projet de boisement de prés (autrefois cultivés) jusqu'à maintenant entretenu fréquemment (fauche de la végétation herbacée), l'incidence du projet sur la biodiversité sera positif. La perturbation la plus évidente consiste en le changement d'affectation du sol qui deviendra forestier. Le riche cortège d'essences proposées (voir Cerfa et diagnostic stationnel), toutes adaptées au climat futur et au sol (pauvre), permettra la création d'autant de peuplements forestiers diversifiés, majoritairement feuillus et autochtones (non invasifs) - donc autant d'habitats propices à enrichir le milieu en termes de biodiversité. À ce titre, la défragmentation du milieu forestier répond positivement aux enjeux liés aux continuités écologiques.
- Plus spécifiquement, vis-à-vis de la phase des travaux qui seront réalisés :
 - Le travail du sol (broyage, décompactage, mise en terre des plants) sera fait de sorte à limiter le plus possible l'impact sur le sol (éviter le tassement) soit à une période (août - octobre) où le sol est le plus ressuyé possible. La végétation herbacée broyée (si besoin est) en vue de favoriser les arbres repoussera 1 ou 2 ans après ;
 - Des protections plastiques individuelles contre le gibier seront installées sur les plants. Ces dernières seront intégralement retirées sitôt les arbres devenus assez grands.
- Sur la phase d'exploitation :
 - Si besoin d'un regarnissage, ce dernier sera réalisé avec la même prudence (vis-à-vis du sol) que l'installation initiale des plants ;
 - Idem pour les entretiens et les dégagements ;
 - Les opérations de taille de formation, pré désignation des arbres et élagages seront réalisées manuellement, sans incidence sur le milieu.

Vous avez répondu non à la question sur la susceptibilité du projet d'être concerné par des risques naturels tout en indiquant qu'une partie du périmètre de projet est concernée par des secteurs délimités par l'atlas des zones inondables et repérés au PLUi . Merci de corriger votre réponse en cohérence.

- Une partie de l'emprise du boisement figure bien dans le périmètre délimité par l'Atlas des zones inondables. Il ne s'agit pas d'un périmètre réglementaire. EN revanche, le PLUi conditionne au respect de certaines règles en zone couverte par l'Atlas, à savoir : interdiction de réalisation d'ouvrage, remblaiement, ou endiguement qui ne sera pas justifié par la protection des lieux ou qui ne serait pas indispensable à la réalisation de travaux d'infrastructure publique. Le boisement ne rentre pas dans ce cas.

Vous avez répondu non à la question sur la susceptibilité du projet de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager. Pouvez-vous mieux justifier cette réponse au regard de la situation du projet à 900 m du site inscrit du « Petit Saint-Berthevin » ainsi que dans un secteur de patrimoine archéologique identifié au PLUi

- Je maintiens que ce projet de boisement n'aura pas d'incidence sur le patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager local.
Le projet est bien à ~ 900 m (à vol d'oiseau) du « Petit Saint-Berthevin » toutefois le boisement ne sera absolument pas visible depuis le site inscrit. Au demeurant, de nombreux espaces boisés « brisent » la vue depuis le site en question. Mieux encore, d'après la fiche du CNPF dédiée au site

inscrit (disponible à l'adresse : https://bretagne-paysdelaloire.cnpf.fr/sites/socle/files/cnpf-old/site_inscrit_si_7_v2.pdf), l'identité du « Petit Saint-Berthevin » est caractérisée par ses coteaux boisés composés d'essences feuillues et de quelques résineux. En somme, le projet de boisement reste parfaitement cohérent par rapport à l'identité du site naturel, bien mieux que la zone industrielle et commerciale construite à équidistance.

- De plus, le règlement graphique du PLUi ne fait pas référence à un secteur de patrimoine archéologique. La description de l'état initial attachée au document d'urbanisme précise bien le zonage archéologique des communes d'Entrammes, de Laval et de Louvigné mais précise bien qu'aucun zonage archéologique n'a été arrêté à ce jour, en termes de saisine administrative par le préfet de région sur les autres communes (dont Saint-Berthevin). En revanche, a bien été noté l'emprise de la ZPPA dans laquelle figure le projet de boisement.

Rubrique 6.5 : Afin que l'autorité environnementale soit à même de bien motiver sa décision, et au regard des enjeux notamment constitués par la présence de zones humides et la situation du projet en zone inondable, en secteur de patrimoine archéologique et à proximité d'un site inscrit, merci de décrire les mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire ses effets négatifs notables sur l'environnement et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Cette rubrique vise en effet à identifier précisément l'ensemble des mesures (éviter, réduire, compenser) sur lesquelles vous vous engagez, dans le respect de l'article R.122-3 I du code de l'environnement.

- Suffisamment d'éléments ont été apportés au gré des réponses précédentes.

Rubrique 8 / Annexes : Au titre des annexes obligatoires, merci de fournir un plan du projet, permettant en particulier d'identifier précisément le périmètre du projet, le contour de la ou des zone(s) qui y seront plantées et de celles qui seront maintenues hors plantation, les accès et cheminements, et les éventuels franchissements de cours d'eau.

- Un plan du projet délimitant les contours de la zone qui sera plantée en plus du périmètre cadastral et des éléments contextuels qui seront conservés (haies, linéaires boisés, etc.) figure déjà dans les annexes de la demande d'étude au cas par cas. Dans le cadre de ce boisement, il n'y aura pas besoin de franchir des cours d'eau.